

PRODUCTION DE CREANCE SALARIALE

Remarques Importantes

Il serait judicieux de vous adresser à votre syndicat, votre avocat ou votre protection juridique pour compléter ce formulaire de production de créance salariale.

Si ce document est rempli de manière incomplète ou que les pièces justificatives nécessaires ne sont pas jointes, il sera rejeté en application de l'art. 59 al. 1 de l'ordonnance sur l'administration des offices des faillites :

Art. 59

1. *Lorsqu'une production n'est pas suffisamment justifiée, l'administration peut l'écarter ou fixer au créancier un délai pour présenter d'autres moyens de preuve.*

Il est rendu attentif aux conséquences de l'art. 163 du code pénal en cas de production de créances fictives :

Art. 163

1. *Le débiteur qui, de manière à causer un dommage à ses créanciers, aura diminué fictivement son actif, notamment en distrayant ou en dissimulant des valeurs patrimoniales, en invoquant des dettes supposées, en reconnaissant des créances fictives ou en incitant un tiers à les produire sera, s'il a été déclaré en faillite ou si un acte de défaut de biens a été dressé contre lui, puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire.*
2. *Le tiers qui, dans les mêmes conditions, se sera livré à ces agissements de manière à causer un dommage aux créanciers sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.*

Indemnité de chômage en cas d'insolvabilité

Cette indemnité couvre la perte de salaire provoquée par l'insolvabilité de l'employeur. Elle n'intervient, au maximum, que sur les 4 mois qui précèdent le dernier jour de travail effectif ou l'un des événements déclencheurs ci-dessous. La demande d'indemnité en cas d'insolvabilité doit être déposée auprès de la caisse cantonale de chômage compétente dans un délai de 60 jours qui suit l'un des événements ci-dessous :

Faillite de l'employeur

le délai court dès la publication de l'ouverture ou de la suspension de faillite à la FOSC.

Sursis concordataire

dès la publication de l'octroi du sursis concordataire ou du sursis concordataire provisoire à la FOSC.

Ajournement de la faillite

dès la publication de l'ajournement de la faillite à la FOSC. S'il n'y a pas de publication, le délai court dès la connaissance de l'ajournement de faillite.

Pour plus d'informations : <https://www.vs.ch/web/cch/salaires-impayes>

